



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 13 juillet 2023

Politique de la ville : le Gouvernement doit passer à l'action

Le 12 juillet 2023, les élus de la commission « Politique de la ville et cohésion sociale » réunissant l'ensemble des associations d'élus du bloc communal, ont reçu le ministre délégué chargé de la Ville et du Logement, Olivier Klein, pour revenir sur les émeutes et les premières réponses apportées par le Gouvernement.

France urbaine, l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), l'Association des aires d'Île-de-France (AMIF), l'Association des Petites Villes de France (APVF), Intercommunalités de France, Villes de France et l'Association des maires ville et banlieue de France appellent le gouvernement à porter une ambition forte pour les habitants des quartiers populaires, après les émeutes qui ont secoué notre pays. S'il importe de réparer à court terme les dommages causés par celles-ci, il est aussi essentiel que la politique de la ville se fixe une feuille de route et un cap, dans le cadre d'un dialogue renouvelé entre l'Etat et les collectivités. La politique de la ville n'a pas démerité depuis quarante ans, en améliorant la vie des habitants de nos quartiers, leur permettant de s'épanouir, d'accéder aux services, à un logement abordable. Les collectivités locales se sont fortement engagées en la matière et souhaitent recréer un partenariat fort avec l'Etat.

Les propositions des associations d'élus existent : elles ont été notamment présentées en mars 2022, dans une contribution commune, intitulée « [Pour un pacte de confiance durable entre l'Etat et nos collectivités](#) », dans le cadre de l'élection présidentielle. Elles sont prêtes à être mises en œuvre, notamment concernant l'expérimentation de la délégation des crédits spécifiques du BOP 147 relatifs à la réussite éducative et la prévention de la délinquance mais il faut disposer d'une plus grande visibilité sur les ambitions nationales portées pour les futurs contrats de villes « Quartiers 2030 » et sur les impacts de la réforme de la géographie prioritaire.

Un Comité interministériel à la Ville est annoncé pour la rentrée. Les élus locaux et leurs associations représentatives demandent à y être étroitement associés afin que des décisions concrètes puissent être prises. Que ce soit dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'insertion par le sport, de la citoyenneté, de la lutte contre les discriminations ou de la police de proximité, des réponses adaptées et ambitieuses doivent être exprimées pour une politique d'inclusion urbaine et républicaine à la hauteur des enjeux.

Contacts presse :

France urbaine

b.cormier@franceurbaine.org

06 40 86 45 38

AMF

marie-helene.galin@amf.asso.fr

01 44 18 13 59

AMIF

epouch@amif.asso.fr

07 88 32 45 14

APVF

mcoulet@apvf.asso.fr

06 05 39 54 09

Intercommunalités de France

y.jacquet@intercommunalites.fr

06 71 50 65 88

Villes de France

contact@villesdefrance.fr

01 45 44 99 61

Ville & Banlieue

sylvie.thomas@ville-et-banlieue.org

06 77 89 78 82